

La France libre, fondée à Londres en juin 1940 par le général de Gaulle, rassemble en Angleterre les militaires et tous les volontaires opposés à l'armistice signé avec l'Allemagne nazie par le maréchal Pétain. La France libre, ou Résistance extérieure, est reconnue officiellement par la Résistance intérieure en juillet 1942.

Le 17 juin, le maréchal Pétain ordonne de cesser les combats. Le 18 juin, le général de Gaulle, exilé à Londres, lance à la radio anglaise BBC son Appel à la résistance du peuple français et exhorte les volontaires à venir le rejoindre. Après l'armistice signé avec l'Allemagne nazie le 22 juin 1940, Pétain devient chef d'un « État français » collaborationniste.

De Gaulle reçoit le soutien du Premier ministre britannique, Winston Churchill, engagé dans la guerre contre l'Allemagne. Dès juillet 1940, le général fonde la France libre basée à Londres et appuyée sur les unités armées opposées à l'armistice, les Forces françaises libres (FFL).

De Gaulle s'assure de ralliements dans l'empire colonial français. En septembre 1941, il crée le Comité national français (CNF) qui encadre politiquement les forces militaires.

En vertu de l'accord signé en août 1940 avec Churchill, Charles de Gaulle est considéré comme le représentant légitime de la France et traite avec les alliés (Royaume-Uni et Etats-Unis principalement). Il crée à Londres un gouvernement officiel de la France libre-renommée France combattante-reconnu par tous les mouvements de la Résistance intérieure, le 13 juillet 1942.

L'appellation France libre va cependant prévaloir dans les esprits et même dans les textes.

Les soldats de la France libre combattent les nazis, notamment aux côtés des Britanniques, en Angleterre. Mais les alliés se méfient de de Gaulle jugé trop ambitieux. Le général finit, cependant, par s'imposer.

La Résistance communiste se rapproche de de Gaulle qui fonde le Comité français de la Libération nationale (CFLN) en juin 1943. La capitale de la France libre, d'abord établie à Brazzaville, migre à Alger, alors sous administration française.

Mais de Gaulle poursuit un objectif de rassemblement des forces combattantes. Jean Moulin, délégué en France du général, s'emploie à l'unification de la Résistance intérieure. Le Conseil national de la Résistance (CNR), créé, non sans mal, le 27 mai 1943, réunit les composantes démocratiques du pays, des communistes à la droite républicaine.

Le 1er août 1943, les Forces françaises libres (FFL) deviennent l'Armée française de libération. Présente dans le monde, elle combat, par exemple, en URSS, face aux troupes allemandes.

Selon le dessein du chef de la France libre, groupements militaires gaullistes de l'intérieur (l'Armée secrète) et Résistance communiste (FTP et FTP-M.O.I.) sont intégrés aux Forces françaises de l'intérieur (FFI) le 1er juin 1944.

Charles de Gaulle, l'homme de la Résistance extérieure, reconnu comme chef incontesté de la Résistance unifiée, devient, le président du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF).

Références :

— Muracciole Jean-François, 1996, *Histoire de la France libre*, PUF, coll. Que sais-je ?.

— Muracciole Jean-François, 2009 *Les Français libres : l'autre Résistance*, Paris, Taillandier

<https://museemrjmoi.com>